

Arménie

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

L'Arménie compte 48 conventions fiscales en vigueur, comme l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs.

L'Arménie a signé l'IM en 2017 et n'a pas notifié ses conventions avec le Danemark et Israël. Aussi, à ce stade, ces conventions ne seront pas modifiées par l'IM. Le Danemark a fait savoir dans sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs qu'il ajouterait sa convention avec l'Arménie à la liste de ses conventions fiscales couvertes par l'IM. Israël a notifié sa convention avec l'Arménie aux fins de l'IM.

L'Arménie met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la disposition de la déclaration du préambule et la règle COP associée à la règle LOB⁷.

Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

B. Difficultés de mise en œuvre

Les conventions notifiées par l'Arménie aux fins de l'IM deviendront conformes une fois qu'elle aura ratifié l'IM. L'Arménie est invitée à ratifier l'IM le plus rapidement possible.

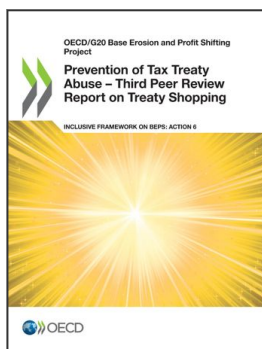
Comme mentionné précédemment, l'Arménie n'a pas notifié ses conventions avec le Danemark et Israël aux fins de l'IM. Notifier ces conventions aux fins de l'IM ou engager des négociations bilatérales dans le but de mettre en œuvre le standard minimum permettrait de transposer le standard minimum dans ces conventions non couvertes.

Synthèse de la réponse de la juridiction – Arménie

	Partenaires de convention	Conformité avec le standard	Si conforme, méthode choisie	Signature d'un instrument de mise en conformité	Méthode choisie dans l'instrument de mise en conformité (si différent de l'IM)	Commentaires
1	Autriche	Non	N/C	Oui	N/C	
2	Bélarus*	Non	N/C	Oui	N/C	
3	Belgique	Non	N/C	Oui	N/C	
4	Bulgarie	Non	N/C	Oui	N/C	
5	Canada	Non	N/C	Oui	N/C	
6	Chine (République populaire de)	Non	N/C	Oui	N/C	
7	Croatie	Non	N/C	Oui	N/C	
8	Chypre*	Non	N/C	Oui	N/C	
9	République tchèque	Non	N/C	Oui	N/C	
10	Danemark	Non	N/C	Non	N/C	
11	Estonie	Non	N/C	Oui	N/C	
12	Finlande	Non	N/C	Oui	N/C	

⁷ Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, l'Arménie choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM). L'Arménie a également opté pour la règle LOB simplifiée en vertu de l'article 7(6) de l'IM.

13	France	Non	N/C	Oui	N/C
14	Géorgie	Non	N/C	Oui	N/C
15	Allemagne	Non	N/C	Oui	N/C
16	Grèce	Non	N/C	Oui	N/C
17	Hongrie	Non	N/C	Oui	N/C
18	Inde	Non	N/C	Oui	N/C
19	Indonésie	Non	N/C	Oui	N/C
20	Iran*	Non	N/C	Oui	N/C
21	Irlande	Non	N/C	Oui	N/C
22	Israël	Non	N/C	Non	N/C
23	Italie	Non	N/C	Oui	N/C
24	Kazakhstan	Non	N/C	Oui	N/C
25	Koweït*	Non	N/C	Oui	N/C
26	Lettonie	Non	N/C	Oui	N/C
27	Liban*	Non	N/C	Oui	N/C
28	Lituanie	Non	N/C	Oui	N/C
29	Luxembourg	Non	N/C	Oui	N/C
30	Moldova*	Non	N/C	Oui	N/C
31	Pays-Bas	Non	N/C	Oui	N/C
32	Pologne	Non	N/C	Oui	N/C
33	Qatar	Non	N/C	Oui	N/C
34	Roumanie	Non	N/C	Oui	N/C
35	Russie	Non	N/C	Oui	N/C
36	Serbie	Non	N/C	Oui	N/C
37	République slovaque	Non	N/C	Oui	N/C
38	Slovénie	Non	N/C	Oui	N/C
39	Espagne	Non	N/C	Oui	N/C
40	Suède	Non	N/C	Oui	N/C
41	Suisse	Non	N/C	Oui	N/C
42	République arabe syrienne*	Non	N/C	Oui	N/C
43	Tadjikistan*	Non	N/C	Oui	N/C
44	Thaïlande	Non	N/C	Oui	N/C
45	Turkménistan*	Non	N/C	Oui	N/C
46	Ukraine	Non	N/C	Oui	N/C
47	Émirats arabes unis	Non	N/C	Oui	N/C
48	Royaume-Uni	Non	N/C	Oui	N/C



Extrait de :
Prevention of Tax Treaty Abuse – Third Peer Review Report on Treaty Shopping
Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/d6cecb8-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Arménie », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Third Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/584e2874-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.